

Situation macroéconomique des pays d'Asie du Sud-Est

L'Asie du Sud-Est¹, 5^{ème} « bloc économique » mondial (derrière l'UE, les Etats-Unis, la Chine et le Japon), est une région constituée d'économies très hétérogènes mais qui partagent une dynamique et un potentiel commun. Basée sur un modèle de croissance extraverti (ouverture au commerce et aux IDE) et des relais de croissance solides (incluant un marché de taille, avec 650 millions d'habitants soit 9 % de la population mondiale), l'économie de la région a crû de 5 % en moyenne depuis les années 2000. L'ASEAN pourrait toutefois afficher une croissance plus modérée à moyen terme, alors que l'escalade de tensions commerciales affecte directement les économies de la région via les chaînes de valeur mondiales. Cette situation pourrait cependant également créer des opportunités dans la région à plus long terme, avec les relocalisations d'activité depuis la Chine. Dans ce contexte, la plupart des banques centrales de la zone ont initié un assouplissement de leur politique monétaire dans le sillage de la Réserve fédérale américaine, alors que les pressions inflationnistes apparaissent modérées et les taux de change stabilisés. Les gouvernements maintiennent une politique budgétaire relativement expansionniste mais disposent encore de marges de manœuvre qui pourraient être utilisées pour répondre au moins en partie aux défis structurels auxquels la région fait face, incluant le vieillissement rapide de la population, des besoins colossaux en termes d'infrastructures et la nécessaire transition vers un modèle de croissance plus soutenable.

- 1. Les pays de l'ASEAN ont connu des trajectoires de développement hétérogènes, ce qui explique que la région soit aujourd'hui composée d'économies très diverses.** Suite à la Seconde Guerre mondiale, les pays de la région ont accédé à l'indépendance en ordre dispersé. La priorité donnée dans plusieurs pays à la construction de communautés nationales, au détriment des considérations économiques, a débouché sur des pouvoirs forts (Indonésie, Philippines, Birmanie et Thaïlande notamment) et des périodes de stagnation ou de recul de l'activité. Certains pays de la région (Vietnam, Cambodge, Laos) ont été le théâtre de violents conflits alimentés par le contexte de guerre froide. Au contraire, la Thaïlande a bénéficié de l'appui financier américain. Enfin, la région a traversé en 1997/98 une grave crise financière, provoquée par la fuite des capitaux étrangers. Le niveau de développement des pays de l'ASEAN est aujourd'hui très hétérogène, avec un revenu par habitant moyen d'environ 4 600 USD, allant de 1 200 USD pour la Birmanie à 65 000 USD pour Singapour.
- 2. L'économie des pays de l'ASEAN repose sur un modèle de croissance extraverti.** L'Asie du Sud-Est est fortement insérée dans le commerce mondial : les exportations de biens représentent actuellement 49 % du PIB de la région, et jusqu'à 108 % du PIB au Vietnam. La zone est, par ailleurs, responsable de 8 % des échanges mondiaux. Pour favoriser les échanges et s'assurer un rôle dans les chaînes de valeur mondiales, les pays de l'ASEAN continuent d'approfondir leur intégration (qui a déjà permis l'élimination de la quasi-totalité des lignes tarifaires entre les Etats-membres) et de s'engager dans des accords de libre-échange multilatéraux, régionaux ou bilatéraux. La région repose également sur les investissements étrangers : le montant des entrées nettes d'IDE (149 Mds USD en 2018) est désormais comparable à celui de la Chine continentale. La région affiche même le ratio stock d'IDE/PIB le plus élevé au monde, à 81 %, loin devant la moyenne mondiale (38 %).
- 3. Les pays de la région bénéficient également de relais de croissance domestiques solides.** L'émergence de la classe moyenne (qui représente aujourd'hui 150 millions de personnes, soit 23 % de la population) pourrait entraîner la réorientation progressive du modèle économique vers la demande intérieure, via une embellie de la consommation des ménages. La population de la région est, par ailleurs, jeune (âge médian de 29 ans) et particulièrement connectée (taux de pénétration mobile à 133 % contre 108 % de moyenne mondiale). Le secteur du numérique a ainsi triplé en quatre ans dans la région, à 100 Mds USD en 2019, et atteindrait 300 Mds USD d'ici 2025, représentant un important moteur de croissance. La population est également largement urbaine, à

¹ Les pays de l'ASEAN incluent Singapour, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam, la Birmanie, le Laos, le Cambodge et le Brunei. L'Asie du Sud-Est comprend ces 10 derniers pays et le Timor.

46 % en 2017, et cette tendance devrait s'accroître dans le futur, ce qui s'accompagnera de l'émergence de nouveaux services et de besoins supplémentaires en termes d'infrastructures.

- 4. La forte intégration des pays de la région aux chaînes de valeur mondiales se traduit par une prépondérance de l'industrie dans leurs économies.** Les principaux marchés de la région occupent une place importante dans les chaînes de valeur de l'électronique (Singapour, Malaisie, Vietnam, Thaïlande, Philippines), alors que les pays à la main d'œuvre la moins chère se concentrent sur les chaînes de valeur textiles (notamment Vietnam, Indonésie, Cambodge). La région est également intégrée aux chaînes de valeur de l'automobile, en particulier la Thaïlande. Cette situation explique que l'industrie occupe une place prépondérante (35 % du PIB de la région), en particulier l'industrie manufacturière. La part des services est importante parmi les pays les plus développés (notamment Singapour, Thaïlande, Malaisie) ainsi qu'aux Philippines et représente jusqu'à 69 % du PIB à Singapour. Le secteur agricole, richesse naturelle du continent, continue de jouer un rôle important dans les pays les moins développés : il représente 25 % du PIB en Birmanie, 22 % au Cambodge et 16 % au Laos.
- 5. La région affiche une croissance dynamique mais en baisse depuis le début de 2019 dans le contexte d'escalade des tensions commerciales sino-américaines et reste exposée à des risques à court terme.** La région a affiché une croissance dynamique durant les deux dernières décennies, à 5 % en moyenne depuis 2000. Toutefois, depuis mi-2018, elle est affectée par l'escalade des tensions commerciales sino-américaines, qui se traduit à court terme par un recul des exportations dans la plupart des pays de la région et pèse sur la croissance des pays les plus dépendants du commerce. La croissance s'affiche ainsi en baisse depuis la fin 2018, à 4,2 % en moyenne au troisième trimestre 2019 dans les six principales économies (ASEAN-6), les ralentissements les plus marqués étant observés en Thaïlande (2,4 % au T3 2019) et à Singapour (0,1 %). A moyen terme, la croissance devrait rester modérée par le recul de la demande mondiale. Les tensions commerciales pourraient toutefois créer des opportunités dans la région à plus long terme via notamment une relocalisation d'investissements depuis la Chine, en particulier au Vietnam, de telle sorte que leur impact agrégé pourrait s'avérer neutre, voire positif. Parmi les risques à moyen terme, on compte également la forte exposition à la Chine (commerce, investissement, tourisme), la vulnérabilité à de nouvelles sorties de capitaux ou encore les risques climatiques.
- 6. Dans ce contexte, les autorités de la région mènent un *policy-mix* relativement expansionniste en soutien à l'activité.** Les pays de la région ont globalement assaini leurs finances publiques depuis la crise de 1997/98 mais maintiennent une politique budgétaire relativement expansionniste, en soutien au financement des infrastructures (Philippines et Thaïlande notamment) ou des dépenses sociales (Indonésie). En tendance, les soldes budgétaires des pays de l'ASEAN s'améliorent sur la période récente, avec un déficit budgétaire de 1,9 % du PIB en moyenne en 2018 (d'un excédent de 3,6 % du PIB à Singapour à un déficit de plus de 3 % en Malaisie, au Brunei, au Laos et au Vietnam). Avec une dette publique à un niveau modéré (46 % du PIB en moyenne), la zone dispose en outre de marges de manœuvres budgétaires conséquentes. Par ailleurs, les principales banques centrales de la région ont assoupli leur politique monétaire dans le sillage de la banque centrale américaine afin de soutenir l'activité, alors que l'inflation apparaît sous contrôle et les taux de change stabilisés.
- 7. A moyen terme, la région devra surmonter plusieurs défis structurels afin de poursuivre son développement économique.** Les pays de l'ASEAN doivent combler leurs importants besoins de financement des infrastructures, estimés à 5,7 % du PIB par an d'ici 2030. Compte tenu de ressources publiques limitées, de nombreux projets sont aujourd'hui confiés au secteur privé, notamment via des partenariats publics-privés (PPP), mais ce dernier est parfois confronté à des barrières à l'investissement. Par ailleurs, plusieurs pays connaissent un vieillissement rapide de leur population (en particulier Singapour, Thaïlande, Vietnam et Malaisie), qui pourrait affecter leur croissance potentielle et peser sur leurs finances publiques. Pour l'heure, les efforts d'atténuation des effets négatifs du vieillissement sont essentiellement passés par un recul de l'âge de la retraite mais cette situation appelle également au développement des infrastructures et services médicaux, déficitaires dans la région. Enfin, la transition vers un modèle de croissance soutenable sur le plan environnemental apparaît essentielle, alors que le développement de la région entraîne une hausse significative des émissions de CO₂ et de plusieurs autres pollutions. La déforestation dans plusieurs pays détériore le bilan carbone et représente un danger pour la biodiversité.

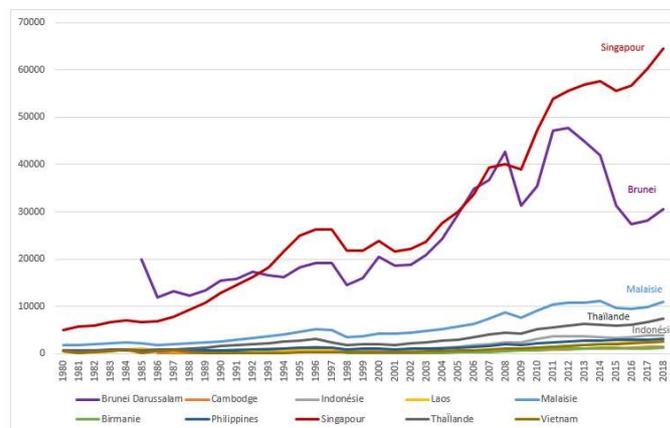
NOTE DETAILLEE

1. L'économie des pays de l'ASEAN repose sur un modèle de croissance extraverti, auquel s'ajoutent des relais de croissance domestiques solides

1.1 Tous les pays de l'ASEAN² ont progressivement basculé sur un modèle de croissance basé sur les exportations et l'attractivité des investissements étrangers

Les pays de l'ASEAN ont connu des trajectoires de développement hétérogènes, ce qui explique que la région soit aujourd'hui composée d'économies très diversifiées (cf. annexe, graphiques 1 et 2). A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les pays de la région ont accédé à l'indépendance en ordre dispersé. Ce processus a mené à une période de construction de communautés nationales (parsemée de tensions politiques, territoriales, et raciales), qui a pris le pas sur les considérations économiques dans certains pays. Cette priorisation a souvent débouché sur des pouvoirs forts (régime de Soekarno en Indonésie, de Marcos aux Philippines, régimes militaires en Birmanie et en Thaïlande) et sur des périodes de stagnation ou de recul de l'activité, notamment aux Philippines, en Indonésie et en Birmanie. Par ailleurs, certains pays de la région (Vietnam, Cambodge, Laos) ont été le théâtre de violents conflits alimentés par le contexte de guerre froide. Au contraire, la Thaïlande a bénéficié de l'appui financier américain. C'est dans ce contexte de tensions entre les blocs américain et soviétique qu'a été créée en 1967 l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) par l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, l'objectif étant alors de renforcer la cohésion régionale et de promouvoir la coopération économique. Ces économies seront ensuite rejointes par le Brunei (1984), le Vietnam (1995), le Laos (1997), la Birmanie (1997) et le Cambodge (1999). Enfin, la région a traversé en 1997/98 une grave crise financière, provoquée par la fuite des capitaux étrangers. Cet épisode représente un traumatisme durable pour les pays de l'ASEAN, qui accumulent depuis des réserves de changes de grande ampleur (877,4 Mds USD fin 2018 selon la Banque asiatique de développement) et se sont engagés en 2010 dans l'initiative de Chiang Mai (accord multilatéral de swaps de devises entre l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée du Sud), première brique d'intégration financière régionale. Reflet de ces trajectoires différenciées, le niveau de développement des pays composant l'ASEAN est aujourd'hui très hétérogène, avec un revenu par habitant moyen d'environ 4 600 USD, allant de 1 200 USD pour la Birmanie à 65 000 USD pour Singapour. Selon la classification de la Banque mondiale, basée sur le revenu national brut, la région compte six « pays à revenu intermédiaire tranche inférieure » (Laos, Cambodge, Birmanie, Vietnam, Philippines et Indonésie), deux « pays à revenu intermédiaire tranche supérieure » (Thaïlande, Malaisie) et deux « pays à revenu élevé » (Brunei, Singapour).

Evolution du PIB par habitant (Mds USD courants)



Source : FMI

² Les pays de l'ASEAN incluent Singapour, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines, le Vietnam, la Birmanie, le Laos, le Cambodge et le Brunei. L'Asie du Sud-Est comprend ces 10 derniers pays et le Timor.

Malgré leurs différences, les pays d'Asie du Sud-Est ont pour socle commun d'être fortement insérés dans le commerce mondial, à l'exception de l'Indonésie (cf. graphique 3). Les exportations de biens représentent actuellement 49 % du PIB de la région, et jusqu'à 108 % du PIB au Vietnam (contre par exemple 19 % en Chine). En revanche, elles représentent seulement 18 % du PIB en Indonésie, plus orientée vers son marché domestique. La zone est, par ailleurs, responsable de 8 % des échanges mondiaux. Cette insertion au commerce mondial a notamment découlé de l'intégration de l'ASEAN, qui s'est traduite par la suppression de la quasi-intégralité (à l'exception des produits « sensibles », à 5 % au maximum) des lignes tarifaires sur le commerce de biens entre les Etats-membres³ et offre un espace politique où sont discutés de nombreux sujets à caractère économique (droits des consommateurs, propriété intellectuelle). Pour favoriser les échanges commerciaux et s'assurer un rôle dans les chaînes de valeur mondiales, les pays de l'ASEAN continuent de s'engager dans des accords de libre-échange. L'ASEAN a ainsi porté l'accord régional *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), qui rassemble les dix pays de l'ASEAN, la Chine, le Japon, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et devrait être signé en 2020 après le retrait de l'Inde (en raison de désaccords sur le degré d'ouverture de son marché). Les Etats-membres de l'ASEAN sont, par ailleurs, tentés de conclure individuellement des accords bilatéraux et de rejoindre des initiatives tierces, comme en témoignent les accords UE-Singapour (entré en vigueur) et UE-Vietnam (signé) – qui pourraient ouvrir la voie à un accord de blocs UE-ASEAN – ainsi que l'entrée en vigueur du partenariat transpacifique (CPTPP) à Singapour et au Vietnam.

Les économies de la zone reposent également sur l'attractivité des investisseurs étrangers (cf. graphique 4). Selon la CNUCED, le stock d'IDE en ASEAN a été multiplié par deux depuis 2010, à 2 381 Mds USD en 2018, et le montant des entrées nettes d'IDE (149 Mds USD en 2018) est désormais comparable à celui de la Chine continentale. La région affiche même le ratio stock d'IDE/PIB le plus élevé au monde, à 81 %, loin devant la moyenne mondiale (38 %) et celle des pays en développement (32 %). Depuis 2008 (reprise des investissements étrangers à la faveur d'une recherche de diversification), l'ASEAN a su attirer les investisseurs étrangers, grâce tout d'abord à une main d'œuvre nombreuse et peu coûteuse : le salaire minimum varie de 83 USD/mois en Birmanie à 253 USD/mois dans la région de Jakarta en Indonésie⁴ (contre 176 à 276 USD/mois dans la province manufacturière du Guangdong en Chine). L'environnement des affaires joue également un rôle important pour attirer les investisseurs : sept pays de la région (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Indonésie, Philippines) apparaissent dans la première moitié du dernier classement *Doing Business* de la Banque mondiale, dont trois dans le premier tiers. Les investisseurs étant en mesure d'arbitrer entre des pays aux caractéristiques proches dans la région, les pays prennent les mesures nécessaires pour progresser d'année en année en termes d'environnement des affaires (+29 places aux Philippines en 2019, +6 places en Thaïlande, + 3 places en Malaisie), plusieurs en faisant même un objectif de politique économique. A noter que, si tous les pays prennent des mesures visant à faciliter l'investissement étranger (notamment dans le cadre d'accords commerciaux)⁵, plusieurs conservent de nombreuses limitations (procédures administratives complexes, difficultés pour l'accès au foncier, restrictions d'accès à certains marchés).

[1.2 Les économies de l'ASEAN se caractérisent par une forte intégration aux chaînes de valeur mondiales, ce qui se traduit par une prépondérance de l'industrie dans leurs économies](#)

La région est fortement intégrée aux chaînes de valeur mondiales, ce qui explique l'importance de l'industrie manufacturière dans son économie. Les principaux marchés de la région occupent une place importante dans les chaînes de valeur de l'électronique (Singapour, Malaisie, Vietnam, Thaïlande, Philippines et Indonésie pour son marché domestique). La région est ainsi le 3^{ème} exportateur de produits électroniques après la Chine et l'Union européenne (avec 14 % des exportations mondiales en 2016⁶), les pays concernés réalisant des étapes de production variées, selon leur niveau de développement, et exportant en grande partie vers la Chine (30 % du total). Certains des

³ De nombreuses entraves non-tarifaires persistent toutefois, leur nombre étant passé de 1634 en 2000 à 9432 en 2019, tandis que les efforts d'harmonisation des standards et des procédures de certification sont limités.

⁴ Tous les pays membres de l'ASEAN disposent d'un salaire minimum, à l'exception de Singapour et du Brunei.

⁵ Selon le score « Restrictivité de l'IDE » de l'OCDE, les restrictions aux mouvements de capitaux diminuent par exemple depuis 20 ans au Vietnam et en Malaisie (et stagnent depuis 15 ans en Indonésie et aux Philippines), mais restent plus contraignantes que la moyenne des pays de l'OCDE.

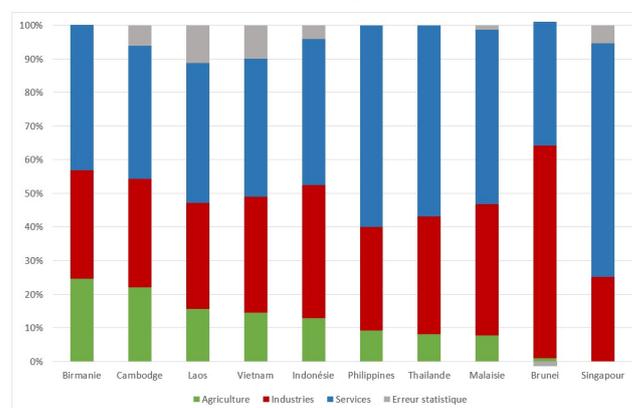
⁶ Les parts de marché mondiales sont données pour 2016, dernière année disponible pour l'ensemble des pays.

pays à la main d'œuvre la moins chère se concentrent sur les chaînes de valeur textiles (notamment Vietnam, Indonésie, Cambodge) : l'ASEAN est le 2^{ème} exportateur mondial de vêtements et de chaussures après la Chine (avec 13 % des exportations mondiales, dont 7 % pour le Vietnam). Menée par la Thaïlande, la région est également intégrée aux chaînes de valeur de l'automobile : elle est le 8^{ème} exportateur de produits automobiles (avec 3 % des exportations mondiales, dont plus de 2 % pour la Thaïlande), sa production (principalement de l'assemblage) étant surtout destinée aux marchés asiatiques et australiens. Compte tenu de cette forte intégration aux chaînes de valeur, l'industrie occupe une place prépondérante dans l'économie de la région : elle représente 35 % du PIB de la région selon les données de la Banque mondiale (2018), et jusqu'à 63 % au Brunei, suivi de l'Indonésie (40 %) et de la Malaisie (39 %). L'industrie manufacturière est largement dominante dans la région (75 % du secteur industriel) mais l'industrie des hydrocarbures (pétrole, gaz ou charbon, selon les pays) représente la majorité des activités industrielles au Brunei, et reste importante à Singapour, en Indonésie et en Malaisie. L'industrie des minerais et métaux est également conséquente en Indonésie et au Laos.

Les services occupent une place essentielle dans les économies de la région, compte tenu notamment de l'importance du commerce. En moyenne, le secteur des services représente 52 % du PIB de l'ASEAN. Cette part est particulièrement élevée dans les pays les plus avancés en termes de développement : elle représente jusqu'à 69 % du PIB à Singapour, 57 % du PIB en Thaïlande et 52 % en Malaisie. Les Philippines affichent également une part élevée de services (60 % du PIB). L'importance de ce secteur dans la région est imputable largement au commerce et, dans une moindre mesure, aux services financiers, aux technologies de l'information et de la communication, et au tourisme. En particulier, Singapour se positionne comme plateforme commerciale (commerce à 18 % du PIB) et financière (4^{ème} place financière au monde, derrière New York, Londres et Hong Kong) pour l'Asie. Les Philippines sont spécialisées dans les activités de centre d'appels et autres services délocalisés (*Business Process Outsourcing*). La Thaïlande dispose d'une importante manne touristique (chiffre d'affaire du secteur estimé à 12 % du PIB), tandis que la Malaisie est particulièrement active sur les services commerciaux, financiers et informatiques.

Le secteur agricole, richesse naturelle et historique du continent, continue de jouer un rôle important dans l'économie des pays les moins avancés en termes de développement. Le secteur agricole représentait près de 10 % du PIB de l'ASEAN en 2018. Cette part est particulièrement élevée dans les pays les moins développés de la région (25 % du PIB en Birmanie, 22 % au Cambodge et 16 % au Laos) et va en diminuant avec le niveau du développement : elle est nulle à Singapour et inférieure ou égale à 15 % du PIB dans les économies émergentes (15 % au Vietnam, 13 % en Indonésie, 9 % aux Philippines, 8 % en Thaïlande et en Malaisie). A noter que les matières premières agricoles – qui regroupent les denrées alimentaires (riz, poisson, café, fruits et légumes, etc.) et matières premières d'origine agricole tels que le caoutchouc ou l'huile de palme – représentent en moyenne 17 % des exportations totales des pays de l'ASEAN et jusqu'à 34 % des exportations totales en Birmanie, suivi de l'Indonésie (29 %) et du Laos (25 %), avec toutefois un rôle limité dans l'économie (6 % du PIB en moyenne et jusqu'à 16 % du PIB au Vietnam, grande puissance agricole de la région).

Décomposition des PIB de la région par secteur (% du PIB)



Source : Banque mondiale (2018)

[1.3 Les pays de la région bénéficient également de relais de croissance domestiques solides, incluant une classe moyenne émergente et une population jeune et connectée](#)

L'émergence de la classe moyenne pourrait entraîner la réorientation progressive du modèle économique vers la demande intérieure. La classe moyenne (critère : revenu disponible entre 10 et 100 USD/jour PPA) représenterait actuellement 150 millions de personnes soit 23 % de la population d'Asie du Sud-Est et atteindrait 334 millions de personnes soit plus de 50 % de la population d'ici 2030 d'après les estimations de l'OCDE. L'émergence de la classe moyenne se traduit par une embellie de la consommation des ménages, qui accèdent à davantage de produits (électronique, automobile, etc.) et de services (santé, finance, tourisme, etc.). La consommation des ménages représente ainsi l'un des principaux moteurs de croissance en Malaisie (60 % du PIB), en Indonésie (57 % du PIB) et aux Philippines⁷ (69 % du PIB), ce qui contribue à réduire la vulnérabilité de l'économie aux conditions externes. Dans les autres pays, on pourrait assister à une réorientation progressive du modèle économique vers la demande intérieure à mesure que la classe moyenne se fait plus imposante.

La population de la région est jeune, de plus en plus urbaine et particulièrement connectée. La moitié de la population de l'ASEAN a moins de 29 ans, et le taux de pénétration mobile est bien supérieur à la moyenne mondiale, à 133 % en moyenne (contre 108 % de moyenne mondiale) et jusqu'à 174 % au Cambodge. Le nombre de personnes utilisant internet, notamment via mobile, augmente rapidement, à environ 360 millions de personnes en 2018 selon le rapport *E-conomy SEA 2019* publié par Google et le fonds souverain singapourien Temasek. Toujours selon ce dernier, le secteur du numérique (e-commerce, médias, services numériques, etc.) a triplé en quatre ans dans la région, à 100 Mds USD en 2019, et atteindrait 300 Mds USD d'ici 2025, représentant un important moteur de croissance. La population est également largement urbaine, à 46 % en 2017 selon la Banque asiatique de développement (avec trois centres urbains de plus de 10 millions d'habitant – Jakarta et Surabaya en Indonésie, et Manille aux Philippines), et cette tendance devrait s'accroître dans le futur : les Nations Unies estiment que 56 % de la population de la région vivra en ville d'ici 2030 (64 % d'ici 2050), ce qui s'accompagnera de l'émergence de nouveaux services et de besoins supplémentaires en termes d'infrastructures.

2. Les pays de l'ASEAN affichent une croissance dynamique et disposent de marges de soutien à l'activité pour faire face aux risques récents de ralentissement

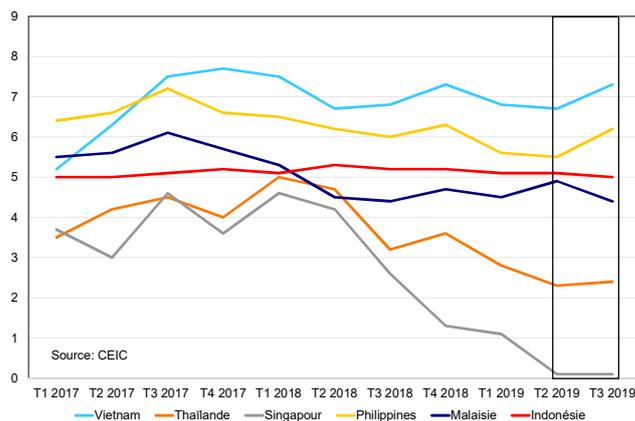
[2.1 La région affiche une croissance dynamique mais en baisse depuis le début de 2019 dans le contexte d'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis](#)

La croissance de la région est restée relativement stable en 2018, à 5,2 % en glissement annuel (après +5,3 % en 2017), mais s'affiche en baisse depuis début 2019. La région a affiché une croissance dynamique durant les deux dernières décennies, à 5 % en moyenne depuis 2000, et n'a pas connu d'accident majeur depuis la crise de 1997/98 (cf. graphique 5). Toutefois, depuis mi-2018, elle est touchée de plein fouet par l'escalade des tensions commerciales sino-américaines, compte tenu de sa dépendance vis-à-vis des exportations et de sa forte exposition à la Chine. Cette situation se traduit à court terme par un recul des exportations dans la plupart des pays de la région, en particulier dans les pays les mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales et pèse sur la croissance des pays les plus dépendants du commerce. Si tous les pays de la région ne publient pas de données de PIB trimestrielles, les données disponibles témoignent d'une baisse de la croissance depuis la fin 2018, à 4,2 % en moyenne au troisième trimestre 2019 en ASEAN-6⁸ (contre 4,7 % au T3 2018). Les ralentissements les plus marqués sont observés en Thaïlande (croissance à 2,4 % en g.a. au T3 2019) et à Singapour (à 0,1 % au T3).

⁷ L'importance de la consommation des ménages aux Philippines s'explique notamment par l'ampleur des transferts de fonds des Philippines vivant à l'étranger, qui représentent environ 10 % du PIB.

⁸ L'ASEAN-6 recouvre Singapour, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, Vietnam.

Taux de croissance trimestrielle (g.a, %)



Source : CEIC

A moyen terme, la croissance de la région devrait rester modérée sous l'effet du recul de la demande mondiale (cf. tableau 1). L'impact de la crise commerciale devrait se propager à l'ensemble des pays de la région (et non pas seulement à ceux intégrés aux chaînes de valeur organisées autour de la Chine) via une baisse de la demande mondiale. La croissance resterait portée par la consommation des ménages et l'investissement. En octobre, le FMI a une nouvelle fois revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la région, à 4,6 % en 2019 (-0,4 pp par rapport à avril) et 4,8 % en 2020 (-0,3 pp), en raison de l'affaiblissement des exportations. Dans le détail, l'ensemble des pays de la région a vu ses prévisions abaissées à l'exception du Cambodge (légèrement rehaussées) et du Vietnam (maintenues stables). Les révisions les plus fortes concernent Singapour (-1,8 pp à 0,5 % en 2019 et -1,4 pp à 1,0 % en 2020), la Thaïlande (-0,6 pp à 2,9 % en 2019 et -0,2 pp à 3,0 % en 2020), les Philippines (-0,8 pp à 5,7 % en 2019 et -0,4 pp à 6,2 % en 2020) et le Brunei (-3,0 pp à 1,8 % en 2019 et -1,9 pp à 4,7 % pour 2020). La Banque asiatique de développement (BAsD) est globalement en ligne avec le FMI et table sur une croissance pour la région à 4,5 % en 2019 et 4,7 % en 2020 (-0,4 pp et -0,3 pp respectivement par rapport à avril).

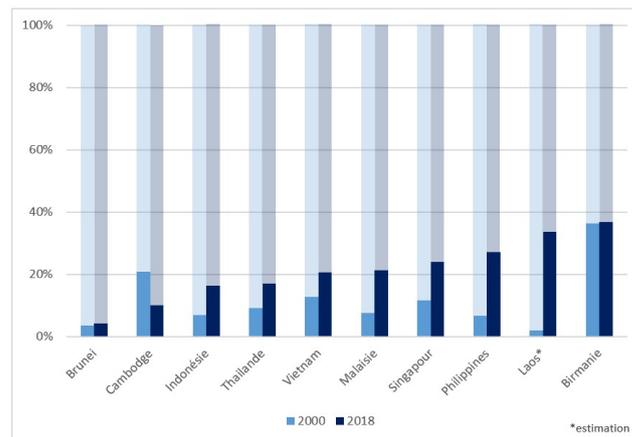
[2.2 La région est confrontée à un certain nombre de risques à court terme, incluant une nouvelle escalade des tensions commerciales et un resserrement des conditions financières](#)

L'impact négatif des tensions commerciales devrait perdurer, voire même s'accroître, à moyen terme mais cette situation pourrait aussi créer des opportunités dans la région à plus long terme. Plus d'un an après l'entrée en vigueur des premières barrières tarifaires américaines, l'impact sur la région apparaît globalement négatif et s'opère essentiellement via le canal commercial. Les pays les plus affectés sont les mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales – à savoir Singapour, la Thaïlande et la Malaisie – et les produits les plus touchés sont principalement des biens intermédiaires des secteurs électronique et machines et équipement. Cet impact négatif devrait perdurer à moyen terme, voire même s'accroître en cas de nouvelle escalade. A l'inverse, le Vietnam bénéficie d'une hausse de la demande américaine en produits autrefois importés de Chine (notamment électroniques), mais également d'une relocalisation d'investissements depuis la Chine (pour contourner les barrières tarifaires). A plus long terme, d'autres pays dans la région pourraient également profiter de cette situation, alors que les capacités de production du Vietnam apparaissent limitées par rapport à celles de la Chine. Dans ce contexte, la Malaisie et la Thaïlande, qui bénéficient toutes deux d'une base de production relativement sophistiquée et diversifiée, pourraient se démarquer, notamment sur les secteurs à plus forte valeur ajoutée, comme le laisse présager les premières décisions de relocalisation en leur faveur. L'impact agrégé des tensions commerciales pourrait *in fine* s'avérer relativement faible, voire positif.

La région est fortement exposée à la Chine via les canaux du commerce, des investissements et du tourisme, ce qui la rend vulnérable à un ralentissement de l'économie chinoise. La Chine (incluant Hong Kong) est le premier partenaire commercial de l'ASEAN et absorbe 21 % du total des exportations de la région (contre 9 % en 2000) et 22 % du total des importations (contre 8 % en 2000). Dans le détail, la Chine représente jusqu'à 37 % des exportations en Birmanie, 34 % au Laos, 27 % aux Philippines et 24 % à Singapour, alors qu'elle fournit 38 % des

importations du Cambodge, 32 % de Birmanie ou encore 29 % du Vietnam. La Chine est également l'un des premiers investisseurs dans la région et cette tendance va en s'accroissant : les IDE chinois, notamment dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI), représentent 14 % des IDE entrants en ASEAN sur les trois dernières années (2016-2018), contre 10 % sur 2010-2012. A noter que la Chine représente une part particulièrement importante du total des IDE au Laos (75 % des IDE entrants dans le pays sur 2016-2018), en Malaisie (36 %) et au Cambodge (35 %). Ce pays est également le premier pourvoyeur de touristes en ASEAN, représentant 20 % du total (notamment 31 % au Vietnam, 28 % en Thaïlande, et 22 % au Cambodge). Si tous les pays de la région ne sont pas impactés directement par les tensions commerciales (en particulier le Laos, le Cambodge et la Birmanie), tout ralentissement chinois pèserait fortement sur les économies de la région via les canaux du commerce, des investissements et/ou du tourisme.

Part de la Chine dans les exportations (%)



Source : FMI DOTS

Alors que les tensions sur les marchés semblent s'être apaisées en 2019, la région reste vulnérable à une nouvelle hausse de l'aversion au risque (cf. graphique 7). Après avoir perdu 3,7 % en moyenne en 2018, les monnaies de la région se sont légèrement appréciées sur l'année 2019, de 1,6 % en moyenne et jusqu'à 7,0 % en Thaïlande – compte tenu de son fort excédent courant (6,4 % du PIB) qui pèse structurellement à la hausse sur le baht – dans un contexte d'assouplissement de la politique monétaire américaine (réduction des *spreads*) et de hausse de l'appétit pour le risque. Certaines des économies de la région sont fortement dépendantes des entrées de capitaux pour le financement de leur déficit courant, en particulier l'Indonésie (-2,7 % du PIB) et les Philippines (-1,0 % du PIB), et de fait vulnérables à un retournement des flux financiers⁹. Une hausse de l'aversion au risque, qui pourrait se produire en cas de nouvelle escalade des tensions commerciales par exemple, entraînerait des sorties de capitaux et une nouvelle dépréciation des taux de change, qui pourrait affecter en particulier les économies qui sont fortement endettées en devises, telles que l'Indonésie, le Cambodge ou encore la Thaïlande (où la dette en dollar est supérieure à 70 % dans le secteur public).

L'ASEAN figure également parmi les zones les plus exposées à des risques majeurs du fait du changement climatique. Selon l'ONG *Germanwatch*, le Vietnam, la Birmanie, les Philippines et la Thaïlande font partie des dix pays au monde ayant été les plus touchés par les catastrophes naturelles sur les deux dernières décennies. Plusieurs pays de la région sont régulièrement touchés par des séismes, des éruptions volcaniques et des tsunamis liés à la tectonique des plaques (notamment l'Indonésie), et la plupart connaissent des périodes de fortes précipitations et d'inondations, ou de sécheresse, notamment dues aux phénomènes El Niño et La Niña qui affectent en particulier l'agriculture. Selon le secrétariat de l'ASEAN, les inondations en Thaïlande en 2011 ont, en particulier, coûté 45 Mds USD au pays soit plus de 10 % de son PIB. Sur la période 1998-2018, l'OCDE estime que le coût annuel moyen des catastrophes naturelles s'est élevé à 0,9 point de PIB au Vietnam et en Thaïlande, et à 0,6 point de PIB aux Philippines et au Cambodge. Plusieurs pays (Vietnam, Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour) sont, par ailleurs,

⁹ La roupie indonésienne et le peso philippin se sont dépréciés de respectivement 6,9 % et 5,4 % en 2018, soit les mouvements de dépréciation les plus forts avec le kyat birman (-13,8 %).

affectés par l'élévation du niveau de la mer due au réchauffement climatique : le Vietnam voit par exemple ses cultures (dans le delta du Mékong) régulièrement inondées d'eau salée.

2.3 Dans ce contexte, les autorités de la région mènent un *policy-mix* relativement expansionniste en soutien à l'activité

Les pays de la région ont globalement assaini leurs finances publiques depuis la crise de 1997/98, mais maintiennent une politique budgétaire relativement expansionniste (cf. graphique 6), en soutien au financement des infrastructures (Philippines et Thaïlande notamment) ou encore des dépenses sociales (Indonésie et Philippines). En moyenne, les pays de la région affichent un déficit budgétaire de 1,9 % du PIB en 2018. Ce chiffre marque toutefois d'importantes disparités, entre Singapour – seul pays à générer des excédents budgétaires (+3,6 % du PIB) – et la Malaisie, le Brunei, le Laos et le Vietnam – qui affichent tous les quatre un déficit budgétaire supérieur à 3 % du PIB. En termes de tendance, la région présente globalement des soldes budgétaires en amélioration sur la période récente, hormis aux Philippines et en Malaisie où le déficit s'est accentué en 2018, même si le gouvernement malaisien s'est depuis engagé à réduire son déficit public dès 2019 (attendu à 3,0 % du PIB selon le FMI après 3,6 % du PIB en 2018). A noter que la Thaïlande a annoncé un plan de relance de près de 15 Mds USD soit 2,8 % du PIB en 2019 (en deux phases, une en août et une en novembre) visant à soutenir l'activité. Les pays de la région disposent par ailleurs de marges de manœuvre budgétaires conséquentes compte tenu de niveaux de dette relativement modérés, à 46 % du PIB en moyenne et en baisse sur les dernières années. Dans le détail, l'endettement public est relativement faible, et stable ou en baisse sur la période récente, en Indonésie (29 % du PIB), au Cambodge (30 % du PIB), en Birmanie (34 % du PIB), aux Philippines (40 %) et en Thaïlande (42 %). En revanche, il atteint un niveau élevé et en hausse à Singapour (111 % du PIB, mais ne présente aucun risque majeur, l'endettement servant à alimenter les fonds souverains et non pas à financer le budget courant), en Malaisie (54 % du PIB), au Vietnam (59 % du PIB) et au Laos (64 % du PIB, soit à un niveau peu soutenable au regard du niveau de développement du pays).

La plupart des banques centrales de la région ont initié un assouplissement de leur politique monétaire en 2019, en soutien à l'activité (cf. graphique 8). La banque centrale malaisienne a été la première à infléchir sa politique monétaire, en abaissant, en mai, son taux directeur de 25 pdb, à 3,00 %. La banque centrale philippine a, depuis mai, abaissé à trois reprises (en mai, en août et en septembre) son taux directeur, de 75 pdb au total à 4,00 %, et réduit son ratio de réserves obligatoires, de 400 pdb à 14 % (la dernière baisse de 100 pdb n'entrant toutefois en vigueur qu'au 1^{er} décembre). La banque centrale indonésienne a réduit à quatre reprises son taux directeur depuis juillet, de 100 pdb au total à 5,00 %. La banque centrale thaïlandaise a abaissé à deux reprises son taux directeur depuis août, de 50 pdb au total à 1,25 %. Enfin, la banque centrale singapourienne a annoncé en octobre un assouplissement de sa politique monétaire – soit une réduction du rythme d'appréciation du change effectif nominal¹⁰ – pour la première fois depuis avril 2016. Ces baisses de taux visent à soutenir l'activité alors que i) les pressions inflationnistes se sont apaisées (2,3 % en moyenne en septembre 2019 après 3,2 % en moyenne en septembre 2018), ii) les taux de change se sont stabilisés et iii) la banque centrale américaine a elle-même procédé à des baisses de taux. Pour rappel, les cinq banques centrales avaient procédé à un resserrement de leur politique monétaire en 2018 (une hausse de taux de 25 pdb pour la Malaisie, cinq de 175 pdb au total aux Philippines, six de 175 pdb au total en Indonésie et une de 25 pdb en Thaïlande) dans un contexte d'accélération du rythme de resserrement monétaire américain et de dépréciation des monnaies de la région.

Les secteurs financiers de la région sont relativement sains mais la croissance du crédit alimente les risques dans certains pays. Les institutions bancaires de la région sont globalement bien capitalisées et liquides : plusieurs pays de la région respectent les normes de Bâle III (Singapour, Philippines, Thaïlande), tandis que d'autres s'efforcent d'atteindre cet objectif (Malaisie, Indonésie). Toutefois, une large part de la population est toujours exclue du système bancaire traditionnel (50 % selon la Banque mondiale). A cet égard, les technologies financières (« *fintechs* ») représentent un fort potentiel pour développer l'inclusion financière. Le taux de croissance du crédit est relativement modéré, à l'exception de la Malaisie, du Vietnam, de la Thaïlande et du Cambodge, où le crédit croît plus rapidement

¹⁰ Pour rappel, le pilotage de la politique monétaire à Singapour est singulier puisque la MAS utilise le taux de change et non le taux d'intérêt.

que le PIB. Cette situation s'accompagne d'une progression rapide de l'endettement privé, portée principalement par les sociétés non financières au Vietnam (128 % du PIB sur 141 % du PIB de dette privée), par les ménages en Thaïlande (80 % du PIB sur 130 % du PIB) et par un mélange des deux en Malaisie. Dans certains pays, le taux de croissance du crédit est particulièrement élevé dans le secteur de l'immobilier (Cambodge et Thaïlande notamment), faisant craindre une détérioration de la qualité des actifs bancaires, qui pourrait ensuite impacter l'ensemble du système financier, avec une potentielle surchauffe dans le secteur. Les taux de créances douteuses sont officiellement faibles mais leur niveau pourrait dans certains cas être sous-estimé. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la réglementation et la supervision financière apparaissent parfois comme fragiles.

3. A moyen terme, la région devra surmonter plusieurs défis structurels afin de poursuivre son développement économique

3.1 [L'ASEAN fait face à des besoins importants en termes d'infrastructures](#)

Les pays de l'ASEAN doivent combler leurs importants besoins de financement des infrastructures, principalement d'énergie et de transport. Ces derniers sont estimés à 210 Mds USD par an jusqu'à 2030 soit 5,7 % du PIB sur la période, selon la Banque asiatique de développement (BASD). Pour comparaison, les investissements dans les infrastructures se sont élevés à 2,6 % du PIB sur la période 2010-2014 dans la région (dont 2,1 % du PIB d'investissement public). Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les pays de l'ASEAN doivent en particulier plus que doubler leurs capacités de production d'électricité d'ici 2040 pour satisfaire la hausse de la demande (portée notamment par la climatisation), appelant des investissements de plus de 50 Mds USD par an, alors qu'environ 10 % de la population n'a toujours pas accès à l'électricité (notamment au Cambodge et en Birmanie). En outre, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) estime que le développement des infrastructures de transport dans la zone nécessitera des investissements de 84 Mds USD par an d'ici 2030, dont 48 Mds pour les routes et autoroutes et 22 Mds USD pour les réseaux ferrés. Par ailleurs, plusieurs pays, dont l'Indonésie et les économies les moins développées de la zone (Cambodge, Laos, Birmanie), font face à des besoins importants d'infrastructures d'accès à l'eau et d'assainissement (35 % de la population n'a par exemple pas accès à de l'eau potable au Cambodge, 26 % en Indonésie ou 23 % au Laos).

Compte tenu de ressources publiques limitées, de nombreux projets sont aujourd'hui confiés au secteur privé, notamment via des partenariats public-privé (PPP)¹¹. Ces projets font cependant face à des barrières à l'investissement dans plusieurs pays (régulations restrictives, manque de transparence et de visibilité, faible rentabilité). Tentant de capitaliser sur ces besoins de financement privé (plus des trois quarts des financements provenaient des ressources publiques sur 2010-2014), Singapour se positionne comme centre régional pour les infrastructures, notamment via la plateforme *Infrastructure Asia*, qui vise à structurer des projets attractifs pour le secteur privé et à mettre en relation les différents partenaires (financiers, entreprises, gouvernements, agences de développement, etc.). La région attire, par ailleurs, de nombreux investissements chinois dans les infrastructures, notamment dans le cadre de la *Belt and Road Initiative*. Si les projets chinois ont connu certains revers dans la zone (notamment en Malaisie, où le gouvernement Mahathir a négocié une révision à la baisse du prix de certains grands contrats), ils continuent globalement de progresser. Plus largement, les grands projets d'infrastructures de la région (notamment les lignes ferroviaires ou les ports) suscitent l'intérêt des principaux investisseurs et entreprises asiatiques (en particulier le Japon et la Corée du Sud, dont l'aide au développement est conséquente dans la zone).

3.2 [La région doit se préparer au vieillissement rapide de sa population](#)

Si la région reste relativement jeune, plusieurs pays font face à un vieillissement rapide de leur population qui pourrait affecter leur croissance potentielle à moyen terme (cf. graphique 9). Avec un âge médian de 29 ans (de

¹¹ A noter le relatif succès de financement public des infrastructures aux Philippines dans le cadre du programme « Build Build Build » (objectif de 7,4 % du PIB d'ici 2022), qui repose sur des PPP hybrides (financement et construction des infrastructures par le secteur public / exploitation et maintenance par le secteur privé).

23 ans au Laos à 40 ans à Singapour), l'Asie du Sud-Est est dans l'ensemble une région relativement jeune, ce qui représente un défi en termes de développement du capital humain. Singapour, la Thaïlande, le Vietnam et la Malaisie, qui représentent près de la moitié du PIB de la région, font néanmoins face au vieillissement de leur population. Cette transformation du paysage démographique pourrait peser sur la croissance potentielle de certains pays de l'ASEAN via notamment (i) une réduction de la part de la population active, (ii) une baisse de la productivité du travail, et (iii) une moindre propension à innover, avec un « piège du revenu intermédiaire » qui risque de se refermer à terme sur la Thaïlande et le Vietnam (leur revenu par habitant restant modeste). La consommation privée pourrait également ralentir en raison de l'insuffisante préparation financière des personnes âgées. Les pays les plus avancés dans le processus de vieillissement, à savoir la Thaïlande et Singapour, pourraient voir leur potentiel de croissance impacté dès 2020 (jusqu'à 0,7 point de croissance par an jusqu'en 2050 en Thaïlande, et jusqu'à 1 point par an à Singapour, d'après les prévisions du FMI). La hausse rapide des dépenses publiques liées au vieillissement (retraites, santé) représente par ailleurs un risque pour la soutenabilité des finances publiques au Vietnam et en Thaïlande.

Pour l'heure, les efforts d'atténuation des effets négatifs du vieillissement sont essentiellement passés par un recul de l'âge de la retraite. L'âge de la retraite sera ainsi progressivement reculé à 62 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes à compter de 2021 au Vietnam, à 63 ans à partir de 2024 en Thaïlande, à 65 ans en 2043 en Indonésie. Cette solution est également à l'étude en Malaisie et à Singapour, où l'âge de départ en retraite est respectivement fixé à 60 et 62 ans. Du fait de leurs faibles revenus, un certain nombre de personnes âgées continuent toutefois de travailler au-delà de l'âge légal de départ à la retraite. En Asie du Sud-Est, le taux de participation des plus de 65 ans au marché du travail se situe ainsi à 34 % chez les hommes et 11 % chez les femmes. Le recours à la main d'œuvre étrangère et une plus grande participation des femmes sur le marché du travail pourraient également compenser la réduction de la taille de la population active. Le vieillissement appelle également au développement et à la modernisation des infrastructures et services médicaux, déficitaires dans la région.

[3.3 La transition vers un modèle de croissance soutenable sur le plan environnemental apparaît également essentielle](#)

Le développement économique de la zone s'accompagne d'une forte augmentation des émissions de gaz à effet de serre (cf. graphique 10). Selon l'Agence internationale de l'énergie, la consommation d'énergie a augmenté de 70 % entre 2000 et 2016, et devrait à nouveau croître de 66 % d'ici 2040. Les énergies fossiles représentaient les trois quarts du mix énergétique de la région en 2016 (entraînant des émissions de CO₂ à 1300 millions de tonnes, soit 2,1 tonnes par habitant¹²) et se maintiendrait au même niveau d'ici 2040, toujours selon l'AIE. Le Secrétariat de l'ASEAN estime ainsi que les émissions de CO₂ augmenteront de 61 % entre 2014 et 2025. La déforestation (majoritairement causée par l'extension de la culture d'huile de palme et de caoutchouc) est aussi responsable d'une détérioration du bilan carbone, ainsi que d'une réduction de la biodiversité dans plusieurs pays. La région est également responsable de plusieurs autres pollutions. La zone connaît des épisodes récurrents de nuages nocifs de pollution aux particules fines, accentués par les feux de forêts. En outre, si elle est encore inférieure à la moyenne mondiale (0,64 kg/jour/habitant contre 0,74 kg/jour/habitant au niveau mondial), la production d'ordures ménagères croît à un rythme rapide : elle devrait progresser de plus d'un tiers d'ici 2030 dans les trois pays les plus peuplés (Indonésie, Vietnam et Philippines). Ces trois pays, avec la Thaïlande, sont également les quatre premiers contributeurs à la pollution des océans par le plastique après la Chine. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la région est parmi les plus vulnérables au changement climatique (cf. supra).

A ce stade, les autorités de la région mènent des politiques visant à s'adapter aux conséquences du changement climatique. Les pays ont introduit des mesures défensives vis-à-vis du changement climatique, notamment en cherchant à intégrer ces considérations dans leur politique de développement des infrastructures : la ville de Jakarta construit par exemple un rempart de protection pour faire face à la montée du niveau de la mer, tandis

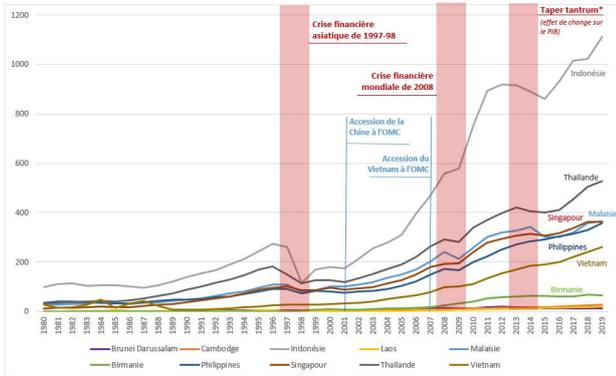
¹² Ce chiffre représente les émissions de CO₂ liées à l'énergie, en omettant les autres sources, et les autres gaz à effet de serre (e.g. méthane lié à l'élevage bovin). Ce chiffre cache d'importantes disparités dans la région : Singapour émet 8,1 tonnes par habitant, tandis que la Birmanie en émet 0,4.

que Singapour a annoncé la construction d'un nouveau terminal d'aéroport surélevé de 5,5 mètres. En revanche, malgré des engagements dans le cadre de l'Accord de Paris, certains pays de la région devraient continuer d'accroître leurs émissions de gaz à effet de serre en lien avec la poursuite de leur développement économiques et en particulier l'industrialisation de leurs économies. Selon l'AIE, la poursuite des politiques environnementales actuelles en ASEAN entraînerait par exemple une augmentation de la part des énergies fossiles dans le mix énergétique de 74 % en 2016 à 76 % en 2040, alors que la consommation augmenterait de plus de 60 %.

ANNEXE GRAPHIQUE

Les pays de l'ASEAN ont connu des trajectoires de développement différenciées...

Graphique 1. Evolution des PIB (Mds USD courants)

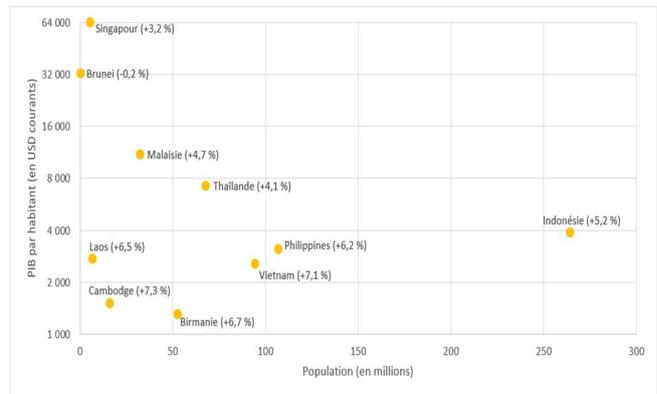


* taper tantrum : annonce de la fin de la politique monétaire non-conventionnelle de la Fed

Source : FMI, SER de Singapour

... de telle sorte que la région est aujourd'hui composée d'économies très hétérogènes

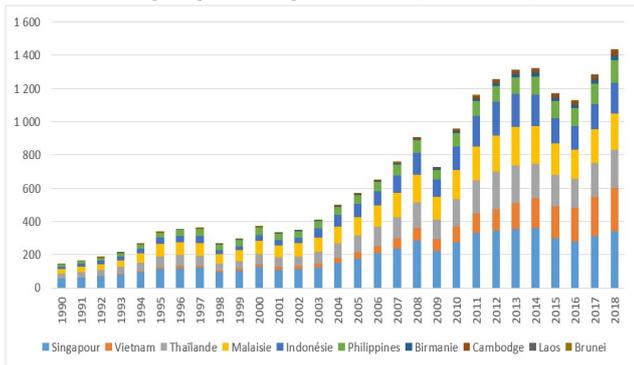
Graphique 2. PIB par habitant et population



Source : CEIC

Les économies de la région reposent largement sur les exportations...

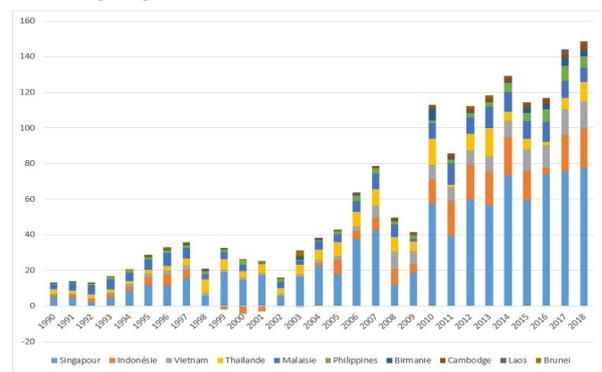
Graphique 3. Exportations (Mds USD)



Source : Secrétariat ASEAN

... ainsi que sur les investissements étrangers

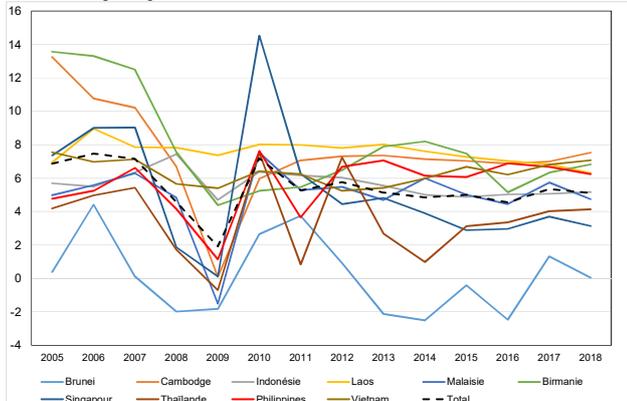
Graphique 4. Entrées nettes d'IDE (Mds USD)



Source : UNCTAD

La région affiche une croissance dynamique et relativement stable sur la période récente

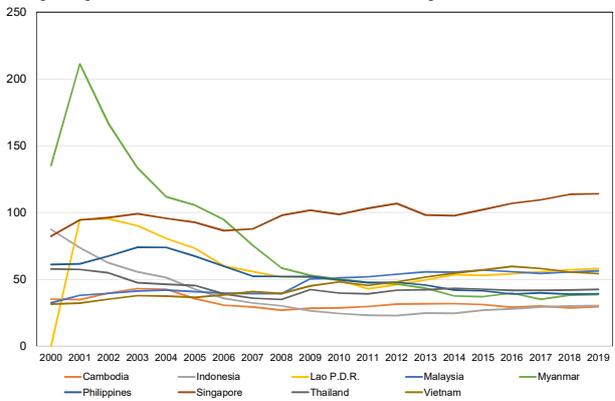
Graphique 5. Taux de croissance annuelle (%)



Source : FMI

Les pays de l'ASEAN ont globalement assaini leurs finances publiques

Graphique 6. Niveaux d'endettement public (% du PIB)

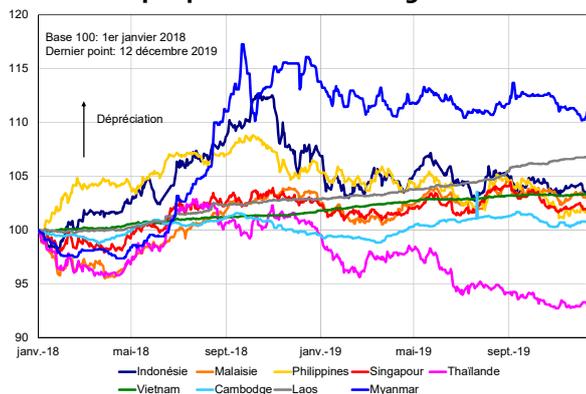


Source : FMI

Les monnaies de la région se sont stabilisées face au dollar depuis le début de 2019

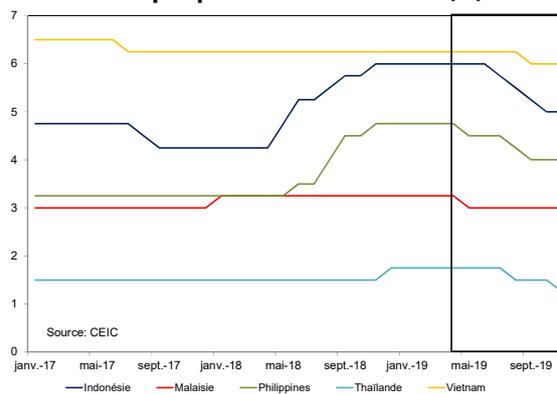
Dans ce contexte, les principales banques centrales de la région ont abaissé leur taux directeur

Graphique 7. Taux de change vs USD



Source : CEIC

Graphique 8. Taux directeurs (%)

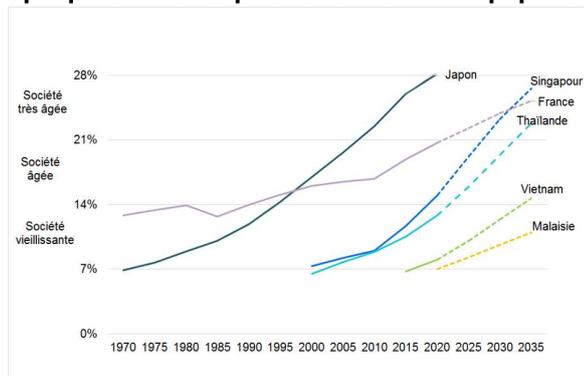


Source : CEIC

La région fait face au vieillissement rapide de sa population

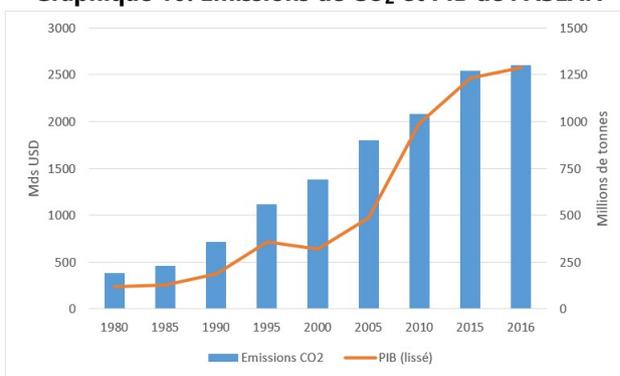
La croissance s'accompagne d'une forte hausse des émissions de gaz à effet de serre

Graphique 9. Part des plus de 65 ans dans la population



Source : PNUD

Graphique 10. Emissions de CO₂ et PIB de l'ASEAN



Source : AIE 2018

Tableau 1. Prévisions de croissance des principales institutions internationales (%)

| | FMI | | | | BASD | | | | Banque mondiale | | | | AMRO | | | |
|-------------|----------------|--------------|----------------|--------------|-----------------|--------------|-----------------|--------------|-----------------|-------------|-----------------|-------------|--------------------|------------|--------------------|------------|
| | 2019 | | 2020 | | 2019 | | 2020 | | 2019 | | 2020 | | 2019 | | 2020 | |
| | Prév. oct 2019 | Δ avril 2019 | Prév. oct 2019 | Δ avril 2019 | Prév. sept 2019 | Δ avril 2019 | Prév. sept 2019 | Δ avril 2019 | Prév. janv 2020 | Δ juin 2019 | Prév. janv 2020 | Δ juin 2019 | Prév. juillet 2019 | Δ mai 2019 | Prév. juillet 2019 | Δ mai 2019 |
| Birmanie | 6,2 | -0,2 | 6,3 | -0,3 | 6,6 | = | 6,8 | = | 6,6 | +0,1 | 6,7 | +0,1 | 6,8 | -0,5 | 7,1 | -0,3 |
| Brunei | 1,8 | -3,0 | 4,7 | -1,9 | 1,0 | = | 1,5 | = | - | - | - | - | 2,1 | = | 2,0 | = |
| Cambodge | 7,0 | +0,2 | 6,8 | +0,1 | 7,0 | = | 6,8 | = | 7,0 | = | 6,8 | -0,1 | 7,1 | = | 7,0 | = |
| Indonésie | 5,0 | -0,2 | 5,1 | -0,1 | 5,1 | -0,1 | 5,2 | -0,1 | 5,0 | -0,2 | 5,1 | -0,2 | 5,1 | = | 5,1 | = |
| Laos | 6,4 | -0,3 | 6,6 | -0,3 | 6,2 | -0,3 | 6,2 | -0,3 | 5,2 | -1,4 | 5,8 | -0,9 | 6,6 | = | 6,9 | = |
| Malaisie | 4,5 | -0,2 | 4,4 | -0,4 | 4,5 | = | 4,7 | = | 4,6 | = | 4,5 | -0,1 | 4,5 | -0,1 | 4,6 | -0,1 |
| Philippines | 5,7 | -0,8 | 6,2 | -0,4 | 6,0 | -0,4 | 6,2 | -0,2 | 5,8 | -0,6 | 6,1 | -0,4 | 6,3 | -0,1 | 6,5 | -0,1 |
| Singapour | 0,5 | -1,8 | 1,0 | -1,4 | 0,7 | -1,9 | 1,4 | -1,2 | - | - | - | - | 1,3 | -1,2 | 1,5 | -1,1 |
| Thaïlande | 2,9 | -0,6 | 3,0 | -0,5 | 3,0 | -0,9 | 3,2 | -0,5 | 2,5 | -1,0 | 2,7 | -0,9 | 3,3 | -0,5 | 3,3 | -0,4 |
| Vietnam | 6,5 | = | 6,5 | = | 6,8 | = | 6,7 | = | 6,8 | +0,2 | 6,5 | = | 6,6 | = | 6,7 | = |
| ASEAN | 4,6 | -0,4 | 4,8 | -0,3 | 4,5 | -0,4 | 4,7 | -0,3 | - | - | - | - | 4,9 | -0,2 | 4,9 | -0,1 |